COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
02 au 08 juillet 2019

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I COI et ses Projets

1.1 Risques naturelles.....3

1.2 Biodiversité.....4

1.3 Sécurité maritime.....6

1.4 Connectivité maritime.....8

1.5 Météorologie.....9

1.6 Culture 11

II Centres d'intérêts

2.1 Energies renouvelables 12

2.2 Tourisme.....15

2.3 Economie Bleue.....16

2.4 Connectivité aérienne.....18

2.5 Biodiversité.....20

Lutter contre les risques de catastrophes régionaux

Le Cabinet a pris note que le ministère des Infrastructures publiques et des Transports terrestres organisera un atelier régional de trois jours sur le thème *Strengthening the Regional Disaster Risk Reduction Capacity* du 16 au 18 juillet 2019, en collaboration avec la Japanese International Cooperation Agency (JICA), la Commission de l'océan Indien et le Parlement européen. L'atelier aura pour principaux objectifs de créer une nouvelle plate-forme régionale, parmi les pays participant pour lutter contre les risques de catastrophes régionaux, renforcer la capacité dans l'identifier les failles dans la gestion des risques de catastrophe dans les pays de la région et à se lancer sur les grandes lignes de projets futurs et / ou de partenariats en vue de rendre Maurice plus résilient aux phénomènes naturels. Les thèmes qui seront abordés sont les observations météorologiques, le contrôle des inondations, la gestion des glissements de terrain, entre autres.

https://www.inside.news/decisions-du-cabinet-lindustrial-property-bill-presente-au-parlement-bientot/

Bâtir des « communs » au service de la biodiversité et du développement



Sur l'île Sainte-Marie, à Madagascar, la notion de « communs » prend tout son sens. Sous l'impulsion du Gret et de ses partenaires, une plateforme de concertation a été mise en place afin de co-construire une vision partagée des problèmes environnementaux et des solutions à y apporter.

Mondialement connue comme lieu de reproduction des baleines à bosse, l'île Sainte-Marie à l'est de Madagascar est un territoire insulaire de 220 km^2 riche en biodiversité mais fragile. Plusieurs dizaines d'espèces floristiques y sont menacées dont certaines endémiques à l'île. L'état de santé des écosystèmes marins est fortement dégradé par la surpêche et le changement climatique, avec des stocks de poissons en continuel déclin. Pourtant, la population (35 000 habitants) dépend à 90 % des services rendus par les écosystèmes côtiers et marins de l'île qui représentent une valeur de 4 millions d'euros générés par la pêche, principalement, puis le tourisme. La culture sur brûlis, qui exploite la fertilité des forêts naturelles, a entraîné la perte de 25 % des forêts saint-mariennes en 30 ans.

Face à ces constats alarmants, le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), la Commission de l'Océan Indien (COI) et le Fonds d'innovation du Gret pour le développement solidaire ont soutenu un projet de 2015 à 2018, porté par le Gret, afin de mettre en place une stratégie de gestion intégrée des zones côtières (GIZC)* basée sur la participation de la population à l'identification des problèmes environnementaux et des solutions à mettre en œuvre pour une meilleure résilience socio-écologique du territoire.

L'émergence de « communs » grâce à une participation citoyenne exemplaire au service du territoire

Au travers d'une plateforme de concertation et d'appui au développement durable de Sainte-Marie (PCADDISM) – qui rassemble à la fois les autorités locales et les représentants de l'Etat, la population, qui y est fortement mobilisée, le secteur privé et la société civile locale –, un dialogue continu entre ces acteurs a permis de faire émerger des « communs » à Sainte-Marie. Les communs sont définis par la politologue Elinor Ostrom, prix Nobel d'économie en 2009, comme des systèmes d'utilisation des biens communs, généralement les ressources naturelles en accès partagé, qui combinent autogestion, règles coutumières, mécanismes de marché et régulation étatique.

Grâce à la PCADDISM, véritable instance de gouvernance citoyenne du territoire, les Saint- Mariens ont élaboré collectivement des règles traditionnelles, les *dina*, portant sur l'accès et la gestion des ressources forestières et marines, basées en partie sur les savoirs écologiques locaux et visant une meilleure durabilité des usages. Le dynamisme au sein de la PCADDISM et les initiatives prises en matière de protection de l'environnement témoignent en effet d'une volonté forte et collective de sortir de l'impasse socio-écologique.

Accompagner la mise en place d'une aire protégée

Aujourd'hui, grâce au soutien financier renouvelé de la Fondation Maisons du Monde, et une contribution de l'Agence française de développement au travers d'une convention programme qui mobilisera l'approche par les communs au service de 12 projets du Gret sur neuf pays, le Gret accompagnera à Sainte-Marie la structuration, la formalisation et l'approfondissement de ces communs émergents *via* la mise en place d'une aire protégée marine et terrestre qui a été plébiscitée par la population en 2018. Le projet entend étudier les meilleures modalités de gouvernance et de gestion de cette aire protégée où la population, *via* la PCADDISM, sera en première ligne des actions de protection de biodiversité saint-marienne.

**Le projet de protection de la biodiversité et d'appui à la mise en place d'une gestion intégrée des zones côtières (GIZC) à Sainte-Marie est mené par le Gret depuis 2015 aux côtés de ses partenaires : le PCADDISM, mais aussi l'association CetaMada et Missouri Botanical Garden (MBG).*

Maritime security cooperation in the Western Indian Ocean: the initiative of the Indian Ocean Commission

- SpeakerRaj Mohabeer
- SpeakerProfessor Kate Sullivan de Estrada



Indian naval exercise Konkan 2018. Source: Indian Navy

As the maritime domain becomes increasingly complex, this workshop seeks to address the challenges the Indian Ocean Commission (IOC) faces. Sea blindness was a reality in the island and coastal states of the Western Indian Ocean, whose development strategies had previously focused primarily on their land area, ignoring opportunities that can emerge from the ocean.

Piracy became the issue that highlighted the threats posed by maritime crime for the countries in the Western Indian Ocean. Even as counter-piracy operations in the Western Indian Ocean have produced informal, networked and overlapping forms of maritime security cooperation since 2008, the region continues to face a range of significant and emerging threats to maritime security. In response, the IOC is becoming an important agenda-setting actor in regional maritime security cooperation. This workshop aims to further develop the evolution of maritime security and cooperation in the Indian Ocean at this critical time.

Raj Mohabeer has worked at the General Secretariat of the Indian Ocean Commission, based in Mauritius, since 2000. He holds the post of Officer in Charge of Economic Affairs, with the portfolio of economic cooperation,

trade, regional integration and infrastructure, blue economy and maritime security. He has been collaborating with Professor Kate Sullivan de Estrada, of the University of Oxford, on maritime security in the Western Indian Ocean, especially with regard to the complexity of the regional geopolitical environment.

Kate Sullivan de Estrada is Director of the Contemporary South Asian Studies Programme and Associate Professor in the International Relations of South Asia at the University of Oxford. She is currently an Oxford Policy Exchange Network Fellow (October 2018-July 2019) working with Mr Raj Mohabeer of the Indian Ocean Commission in Mauritius on a knowledge exchange project titled 'Maritime Security Strategies in the Indian Ocean: Learning from the Indian Ocean Commission'.

Pour plus d'information cliquez les liens :

http://www.maurice-info.mu/2019-06-28-decisions-du-conseil-des-ministres-du-28-juin-2019.html

http://www.midi-madagasikara.mg/societe/2019/07/02/securite-maritime-mobilisation-internationale-dans-locean-indien-occidental/

Financer le « Big Four Agenda »

Cette impression était confirmée par le nombre restreint de sociétés kenyanes présentes : 18. Au final, six accords bilatéraux ont été signés entre Nairobi et Port-Louis : dans l'éducation et le secteur commercial avec la création de zones économiques spéciales et la volonté de créer un regional maritime service pour dynamiser la coopération régionale entre les ports du Kenya, de Maurice, du Mozambique et de Madagascar, avec l'aide de la Commission de l'océan Indien (COI). Mais c'est surtout la signature entre les deux États d'un nouveau traité fiscal de non-imposition Double Taxation Avoidance Agreement (DTAA), dont le contenu reste en grande partie confidentiel, qui a été le point d'orgue de cette visite. La première version avait été rejetée pour des raisons techniques par la Haute Cour de Nairobi (et non par la Cour suprême, comme indiqué dans de nombreux titres de presse mauriciens). « *Dans les pays du Commonweath, tout traité et toute loi doivent passer par le Parlement pour être activés. Nos dirigeants peuvent tout signer en dehors de nos pays mais notre Parlement doit donner son accord* », explique un avocat constitutionnaliste mauricien. Or Uhuru Kenyatta n'avait pas respecté cette procédure. Le chef de l'État du Kenya était bien décidé à finaliser un nouvel accord car, lors de sa réélection en 2017, il avait lancé le Big Four Agenda.

Pour plus d'information cliquez ci-dessous :

http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/observatoire-de-l-afrique-de-l-est

http://www.meteomadagascar.mg/dgm/actus/hydromet_mae

Atelier technique HYDROMET: «Accroître la résilience régionale par le renforcement des services météorologiques, hydrologiques et climatologiques dans les pays membres de la Commission de l'Océan Indien (COI) »



Un atelier technique a eu lieu dans l'apres-midi du 24 Juin 2019 au Ministère des Affaires etrangères avec la participation active de la Météo Madagascar, HYDROMET, et de nombreuses institutions bénéficiaires des produits météorologiques telles que les agences privées et publiques dans le domaine du transport et de l'aviation, le BNCCC, le BNGRC, la CPGU, la confédération du tourisme à Madagascar, les organisations diverses telles que PNUD, GIZ, FOFIFA... Le Projet Hydromet a pour objectifs spécifiques de renforcer les capacités des Directions Météorologiques Nationales dans la fourniture de services climatiques mieux adaptés aux besoins des utilisateurs mais également de permettre la mise en place de systèmes d'alerte précoce interconnectés, en vue de favoriser le développement d'un réseau de surveillance et de suivi hydrométéorologique et climatique au niveau régional. Porté par la Commission de l'océan Indien, ce projet sera financé, entre autres, par l'Agence Française de Développement et l'Union Européenne et un co-financement du Fonds Vert pour le Climat sera mobilisé, afin d'amplifier le caractère transformationnel de ce projet. Par ailleurs, un partenariat rapproché avec l'Organisation Météorologique Mondiale et la Météo-France Réunion a été établi afin de bénéficier de leur expertise en matière de services climatiques et système d'alerte précoce notamment. La phase de faisabilité de ce projet, qui est actuellement en cours, devra permettre de mieux définir les besoins des différentes

Directions Météorologiques Nationales tout en préparant la demande de financement qui sera soumise au Fonds Vert pour le Climat. Bien évidemment, les services météorologiques répondent déja aux besoins des usagers principaux, mais l'objectif étant d'apporter des améliorations, étant donné que notre pays figure parmi les plus vulnérables face aux variabilités et changements climatiques.La rencontre qui eu lieu aujourd'hui a été focalisée sur les objectifs principaux du projet HYDROMET, ainsi que ses composantes à savoir appuyer les services climatiques régionaux et nationaux, effectuer un suivi des donnée

s des analyses climatologiques et les prédictions des risques ameliorés; et ameliorer la delivrance des services climatiques.Après consultation de tous les secteurs concernés qui a permis d'en tirer les améliorations à apporter , cette rencontre va permettre au developpement et à la finalisation du projet afin d'assurer l'atteinte des objectifs fixés. Selon les perspectives, les fonds consacrés au projet seraient obtenus d'ici la fin de l'année pour commencer sa mise en oeuvre l'année prochaine: «Si tu veux aller vite, marche seul, mais si tu veux aller plus loin, marchons ensemble».

COI et ses Projets

Culture

3 juillet 2019

https://www.newsmada.com/2019/07/03/prix-indianoceanie-2019-plus-que-

Prix Indianocéanie 2019: plus que quelques jours

Par Les Nouvelles sur 03/07/2019

Au mois d'avril dernier, la Commission de l'océan Indien (COI) et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ont lancé la deuxième édition du concours littéraire dénommé, « *Prix Indianocéanie 2019* ». La dernière date de réception des manuscrits, à envoyer sur le site de la COI, est prévue le 31 juillet.

Ouvert à tous les écrivains, de plus de 18 ans, le concours est réservé aux résidents de cinq pays, à savoir les Comores, Maurice, La Réunion, les Seychelles et Madagascar. Le concours reçoit tout type de textes : contes, romans, théâtres, recueils de poésies... mais le manuscrit doit être rédigé en français, original, jamais édité et écrit par un seul auteur. Et comme à l'accoutumée, le thème est axé sur l'Indianocéanie, la valorisation de cet espace de culture qui réunit ces cinq pays. Pour plus d'information, les détails du concours sont visibles sur le site officiel de la COI.

Holy Danielle

Annonce fermée par Google
Bloquer l'annonce
Pourquoi cette annonce ?
Annonce fermée par Google

BUSINESS MAGAZINE

Maurice et La Réunion en partenariat dans les énergies renouvelables

PORTE-DRAPEAUX de solutions durables dans les écosystèmes insulaires du sud-ouest de l'océan Indien, La Réunion et Maurice coopèrent de plus en plus dans la filière des énergies renouvelables. À l'instar de GreenYellow Océan Indien. Ce fournisseur de solutions et de services énergétiques dans l'océan Indien est la filiale énergie de Casino, groupe français engagé dans la distribution.

Bénéficiant d'une présence initiale à l'île de la Réunion à travers le groupe Casino, GreenYellow y sort de terre ses premières fermes solaires au début des années 2010. À Maurice, le producteur d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique dispose depuis trois ans d'un bureau à Beau Plan Business Park, à Pamplemousses.

En plus de trois ans d'activités dans la zone océan Indien, Green Yellow a déployé en propre environ 40 MW d'énergie solaire, dont 20 MW à Madagascar et un peu plus de 17 MW à Maurice en partenariat



avec le groupe mauricien Joonas. La firme a également été «fortement impliquée» dans 15 autres MW à Maurice, selon Pierre Egot, directeur océan Indien et Afrique australe de Green Yellow.

Centrale solaire installée au sol, l'unité de Solitude a été inaugurée en février dernier. D'une capacité de 16,34 MWc (équivalent aux besoins annuels en électricité de 6 000 foyers), la ferme photovoltaïque permettra de se passer de 28 280 tonnes de CO_2 par an. «*Nous disposons de deux partenaires principaux, et on est en train d'en engager d'autres. À Maurice, le groupe IBL accueille nos solutions sur l'ensemble de ses sites à travers l'île*», ajoute Pierre Egot.

Le partenariat entre Akuo Energy et le groupe Medine est un autre exemple de la coopération entre le deux îles. Producteur français d'électricité à partir d'énergies renouvelables, l'entreprise a créé la filiale océan Indien en 2007 à La Réunion. La branche régionale compte à l'île sœur une dizaine de centrales photovoltaïques, représentant environ 35 MWc installés.

À Maurice, Akuo Energy s'est associée, à travers sa filiale Akuo Energy Mauritius, au groupe Medine pour la livraison d'une ferme photovoltaïque de 17,5 MW sur un terrain de 21 hectares appartenant à Medine, à Henrietta. Après avoir décroché l'appel d'offres du CEB en 2016 pour la fourniture d'énergie à partir de sources renouvelables, les partenaires ont planifié de déployer quelque 53 700 panneaux solaires sur le site actuellement en construction. À terme, cette ferme photovoltaïque est appelée à produire 27 000 MWh d'énergie qui rejoindra le réseau du CEB en vue de répondre aux besoins de 12 115 foyers tout en réduisant l'impact environnemental dans le cadre de la génération d'énergie de 21 516 tonnes de CO_2 à l'année.

Joanna SEENAYEN

Le bilan énergétique de La Réunion montre que la production d'énergies renouvelable contineu de se développer et que les habitudes des habitudes changent.

Les énergies renouvelables représentent un taux de plus en plus important de la production réunionnaise (20% pour l'hydraulique ; 9% pour le Photovoltaïque, l'Eolien et le Biogaz ; 7% pour la Bagasse ; et le Bioéthanol).

Pour ce qui est des transports, le secteur routier est en baisse. Le marché des voitures plus écoresponsables est aussi en hausse entre 2017 et 2018 : +21% en hybride, +39% en hybride rechargeable, +56% en électrique. 123 points de recharges ont été recencés dans l'île.

Pour le reste, 1 foyer sur 2 est équipé d'un chauffe-eau solaire individuel.

Analyse du bilan énergétique de La Réunion

Alin Guezello, conseiller régional délégué aux énergies nouvelles et solidaires, PDG d'**Horizons Réunion**, explique : "*Le bilan énergétique de La Réunion montre un taux d'énergies renouvelables de 36,5% en hausse de 4 points par rapport à 2017. L'année a été intéressante, on aurait pu faire mieux.*"

Les raisons de l'augmentation du renouvelable dans le mix énergétiques ont été étudiées : "*Ce qui nous permet d'atteindre ce chiffre, c'est une augmentation de 45% de la production hydraulique mais malheureusement, on a eu une baisse sur la bagasse, le solaire et l'éolien. On a eu 400 000 tonnes de cannes en moins de broyées, on a eu moins de production photovoltaïque. On a eu moins en éoliens parce que certaines fermes étaient en réparation.*"

Développer les énergies renouvelables

Le PDG d'Horizons Réunion détaille : "*Les projets en cours nous permettront dans les années qui viennent d'atteindre un chiffre raisonnable. Notre ambition en 2023, serait de tendre vers 70, 73% d'énergies renouvelables par le biais de la transition des deux centrales Albioma.*"

Alin Guezello évoque les projets à venir pour continuer à développer les énergies renouvelables : "*C'est une année positive : on arrive à faire baisser la consommation des Réunionnais, on arrive à faire en sorte que des productions nouvelles voient le jour dont 41 mégawatts sur Saint-Pierre avec le bioéthanol. Une batterie NAS va être inaugurée bientôt par EDF à Saint-Leu. Notre mix va s'élargir. Il faut faire en sorte que la population soit associée à notre démarche*."

BUSINESS MAGAZINE

Tourisme : Maurice doit accentuer sa présence digitale

LE DIGITAL transforme l'industrie touristique et Maurice est en train de perdre la bataille sur ce front. Entre un manque de visibilité par rapport aux autres destinations et une image qui se dégrade, la présence digitale a ponctué le discours de Jean-Michel Pitot. Celui-ci a été reconduit à la présidence de l'Association des hôteliers et restaurateurs de l'île Maurice (AHRIM) lors de son assemblée générale qui s'est tenue vendredi dernier.

Jean Michel Pitot a fait passer un message crucial : Maurice ne doit pas s'endormir sur ses lauriers, ajoutant qu'il est grand temps qu'hôteliers et gouvernement travaillent de concert afin de maintenir l'attrait de l'île. «*Le digital a changé complètement la donne*», constate-t-il, relevant que le vacancier a la possibilité d'exprimer son avis sur les réseaux sociaux, et celui-ci ne nous est pas toujours favorable. Il souhaite ainsi que la destination Maurice rehausse la qualité de son image et tout en étant plus visible sur Internet. Le ministre du Tourisme, Anil Gayan, reconnaissant l'impact d'Internet et du digital sur l'image de la destination, a parlé d'une longue liste d'actions de l'organe de promotion touristique de Maurice en ce qui concerne le digital.



Le ministre de l'environnement était aussi invité car pour l'AHRIM il est urgent de soigner l'environnement.

En effet, comme en témoignent les derniers chiffres du rapport annuel 2018-2019 de l'AHRIM, Maurice fait pâle figure face à la concurrence d'autres destinations insulaires. «*Pour le premier trimestre de 2019, les Maldives (+15,0 %) et les Seychelles (+10,7 %) ont enregistré une croissance à deux chiffres d'année en année, tandis que le Sri Lanka a enregistré une croissance significative de 4,6 %. La croissance à Maurice a été négative pendant cette même période (-1,2 %)*», note-t-on dans le document.

Carine TOURETTE

BUSINESS MAGAZINE

Alliance Vanille

Nouvel engagement pour la connectivité interrégionale

L'ALLIANCE Vanille est désormais prête à déployer ses ailes pour densifier la connectivité dans l'océan Indien. Lors de l'Indian Ocean Tourism Connectivity Forum, les représentants des compagnies aériennes et de l'aviation civile régionales se sont dits prêts à s'engager dans des discussions, et ce, en présence des représentants de la Banque mondiale et de l'International Civil Aviation Organization. «*Le ministre du Tourisme et de l'Aviation civile des*



Seychelles s'est proposé d'assister à l'élaboration d'une étude portant sur la demande potentielle dans la connectivité interrégionale, afin de disposer d'une meilleure base pour la déclinaison d'éventuels produits commerciaux», a indiqué Eneida Fernandes, Senior Private Sector Specialist à la Banque mondiale. Et d'ajouter :
«*Il y a notamment eu des discussions sur un Air Pass, soit l'option d'acheter un seul ticket pour visiter différentes îles. Autre axe de partenariat : des partages pour le leasing d'avion*».

Joanna SEENAYEN

https://www.newsmada.com/2019/07/05/economie-bleue-un-enorme-atout-

Economie bleue: un énorme atout pour Madagascar

Par Les Nouvelles sur 05/07/2019



Annonce fermée par Google
Bloquer l'annonce
Pourquoi cette annonce ?

Annonce fermée par Google
Bloquer l'annonce
Pourquoi cette annonce ?

L'économie bleue est au centre de la 10e édition du Salon de la mer qui se tient depuis hier et jusqu'à demain à l'Alliance française d'Antananarivo (AFT), sous le thème « L'économie bleue et les objectifs de développement durable ». Madagascar, en tant que quatrième plus grande île du monde, jouit bien du potentiel de ce concept encore peu connu.

Beaucoup d'idées circulent autour du concept de l'économie bleue, mais en général, le public n'arrive pas encore à le cerner. Même le champ d'application de l'économie bleue soulève effectivement de nombreux débats. Pourtant, le concept englobe une multitude de secteurs d'activités allant de l'exploitation des ressources halieutiques au transport maritime en passant par l'aquaculture (mariculture et pisciculture), le tourisme balnéaire, l'exploitation des énergies de la mer, etc.

« 70% de la surface du globe est recouverte d'eau. Les océans, les mers et les cours d'eau sont une source de richesses essentielles qui procurent des milliers de milliards de dollars de biens et services tout en assurant la subsistance des millions de personnes. Et Madagascar jouit bien de ce potentiel », a indiqué Andrianirina Ralison, administrateur du salon de la mer.

Ce salon est patronné par le ministère de l'Environnement et du développement durable et organisé par l'agence Premium Publicix et le Bureau de Service Shipping de Madagascar (BSSM). Il sensibilise essentiellement le public en général, les investisseurs ainsi que les jeunes en particulier sur les potentiels que la mer et ses étendues aquatiques offrent à Madagascar pour un développement économique et social durable.

Arh.

Centres d'intérêts

Economie Bleue

juillet 2019

BUSINESS MAGAZINE

Économie bleue

La recherche scientifique primordiale

DES CHERCHEURS de 32 pays participent au onzième symposium de la Western Indian Ocean Marine Scientific Association (WIOMSA) qui se tient du 1er au 6 juillet. L'occasion pour un véritable brassage permettant de découvrir les initiatives mondiales pour exploiter le potentiel des zones côtières et des océans.

La présidente de la WIOMSA, la Dr Jacqueline Uku, a mis l'accent sur le rôle fondamental de la recherche scientifique dans le domaine de l'économie océanique. Elle est rejointe par Dixon Waruinge, Head of Nairobi Convention, qui estime que la planification de l'espace marin et le développement de l'économie bleue ne peuvent se passer de politiques côtières et maritimes mises en œuvre par les États et les instances de coopération régionale reposant étroitement sur les données scientifiques. De son côté, la représentante de la Suède, professeure Lena Gipperth, a martelé que «*sans chercheurs, il n'y a pas de résultat*». Et d'insister que les politiques nationales concernant l'espace marin doivent être élaborées en faisant appel au concours de la recherche scientifique menée localement et en se basant sur des résultats concrets obtenus par ce biais.

Pour leur part, les professeurs agrégés, Dr Ranjeet Bhagoli et Sabrina Dyall, du département Biosciences and Ocean Studies de l'Université de Maurice, notent un intérêt du secteur privé et du grand public pour les thématiques en lien avec l'océan.

Biodiversité insulaire: La recherche mondiale a rendez-vous en juillet à l'Université de La Réunion



C'est une grande première à La Réunion. Du 8 au 13 juillet prochains se tiendra sur le campus du Moufia une conférence internationale sur la biodiversité insulaire, baptisée "Island Biology". Cet évènement réunira sur le campus du Moufia près de 350 conférenciers de 46 pays différents qui partageront leurs travaux sur les questions d'écologie, d'évolution et de conservation des systèmes terrestres et marins. *"C'est une première : nous mêlerons communauté scientifique spécialisée et grand public à travers une médiation scientifique qui est tout à fait nécessaire pour faire passer les derniers résultats"*, concernant la biodiversité marine et terrestre des îles se félicite Frédéric Miranville, président de l'Université de La Réunion.

En effet, après Hawaii et les Açores, le réseau de chercheurs de la Society for Island Biology (SIB) a choisi l'Université de La Réunion pour l'organisation de son sommet, qui a lieu tous les trois ans. Cet Island Biology 2019 est coordonné localement par le Dr. Claudine Ah-Peng et le Pr. Dominique Strasberg, respectivement ingénieure et professeur en biologie des populations à l'Université de La Réunion/CIRAD. Grande première pour cette édition 2019, le réseau SIB s'ouvre aux acteurs scientifiques de la zone sud-ouest de l'océan Indien. Ces derniers bénéficieront, au même titre

que les étudiants et chercheurs de l'université réunionnaise, d'actions de formation. Le grand public ne sera pas oublié puisqu'un "village conférence" sera installé à proximité de la médecine préventive, sous la forme d'un village d'exposants spécialistes de la médiation scientifique. Ce village, qui se veut un espace de découverte et de valorisation des connaissances de la biodiversité marine et terrestre, permettra au public d'assister à des ateliers pédagogiques et à des minis-conférences d'experts.